

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 31 mai 2016

Direction des finances

28 2015.RRGR.852 Motion 209-2015 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) Baisse immédiate des impôts des personnes morales

N° de l'intervention: 209-2015
Déposée le: 04.09.2015
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
(porte-parole)
Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 303/2016 du 9 mars 2016
Direction: FIN

Baisse immédiate des impôts des personnes morales

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes pour le plan intégré « mission-financement » 2017-2019 :

1. Le canton utilisera la latitude dégagée par les excédents attendus pour baisser substantiellement les impôts des personnes morales.
2. La hausse des dépenses annuelles proposée par le Conseil-exécutif sera par ailleurs réduite de 1 à 0,5 pour cent et la marge ainsi dégagée sera utilisée pour baisser encore davantage les impôts des personnes morales.

Développement :

Le budget 2016 et le plan intégré « mission-financement » (PIMF) 2017-2019 du Conseil-exécutif laissent entrevoir les premières lueurs de l'aurore dans le ciel de la politique financière. Le canton de Berne devrait clôturer l'exercice 2015 avec un excédent compris entre 150 et 250 millions de francs. Le gouvernement cantonal prévoit par ailleurs un excédent de plusieurs centaines de millions de francs par an de 2016 à 2019.

Malgré le poids de l'endettement et de la charge fiscale, le Conseil-exécutif veut encore augmenter massivement les dépenses. Dans son PIMF, il prévoit des charges de 10,59 milliards de francs en 2016, 10,732 milliards en 2017, 10,875 milliards en 2018 et 10,985 milliards en 2019 contre 10,471 milliards dans le budget 2015. Cela correspond à une hausse d'un demi-milliard de francs (514 millions) ou de cinq pour cent en seulement cinq ans.

Entretemps, le canton de Berne s'est pourtant transformé en enfer fiscal non seulement pour les particuliers, mais aussi pour les personnes morales. D'après les données de l'Intendance des impôts concernant la charge fiscale, le canton de Berne occupe la 20^e place sur 26 pour les petites entreprises (50 000 CHF de bénéfice net), la 21^e pour les entreprises moyennes (400 000 CHF de bénéfice net) et il est même à la 24^e place de la classification cantonale pour les grosses entreprises (bénéfice net supérieur à 1 000 000 CHF). Etant donné qu'avec la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), divers cantons vont baisser la fiscalité des personnes morales, le canton de Berne risque de dégringoler encore.

Faire baisser substantiellement les impôts des personnes morales, grâce à la latitude financière dégagée par les meilleurs résultats, et renoncer à augmenter une nouvelle fois massivement les dépenses auraient des effets positifs sur l'économie bernoise et en fin de compte sur les finances cantonales. Car le canton de Berne redeviendrait un site d'implantation attractif pour les entreprises. Et les entreprises qui s'y trouvent pourraient investir et se développer. A moyen terme, cela permettrait aussi de réaliser les baisses d'impôts que les particuliers attendent depuis longtemps.

Réponse du Conseil-exécutif

Chiffre 1

Les motionnaires réclament une baisse substantielle des impôts des personnes morales et leur financement par les excédents inscrits dans le plan intégré mission-financement 2017-2019. Ce faisant, ils abondent dans le sens du Conseil-exécutif, dont la stratégie fiscale prévoit d'alléger significativement les impôts des personnes morales établies dans le canton de Berne.

Dans le rapport sur la stratégie fiscale qu'il avait mis en consultation, le Conseil-exécutif proposait de financer une partie du manque à gagner résultant de cette stratégie grâce à l'impôt sur les véhicules à moteur (relèvement au niveau de la moyenne suisse). Il comptait aussi sur les rentrées fiscales que devait dégager le projet d'évaluation générale 2019 des immeubles et des forces hydrauliques soumis au Grand Conseil. Grâce à ces deux mesures génératrices de revenus fiscaux, les conséquences financières de la stratégie fiscale auraient été supportables, au moins à moyen terme, pour le budget cantonal et pour les communes, compte tenu des perspectives financières qu'auraient le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017-2019 vers la fin de l'année dernière.

Or, le Grand Conseil a renvoyé ce projet d'évaluation générale 2019 à une courte majorité (74 voix contre 68) lors de sa session de janvier dernier, en indiquant qu'il souhaitait le réexaminer en même temps que la stratégie fiscale, c'est-à-dire avec le projet de révision 2018 de la loi sur les impôts. En conséquence, il faudra attendre au moins un an de plus, soit 2021 au lieu de 2020, pour qu'une évaluation générale dégage des recettes fiscales. En outre, l'autre mesure, c'est-à-dire le relèvement de l'impôt sur les véhicules à moteur, a été critiquée en procédure de consultation.

A cette situation, qui est déjà un frein considérable à la mise en œuvre de la stratégie fiscale, s'ajoute le fait que les perspectives financières à moyen et long termes se sont nettement détériorées par rapport à ce qu'elles étaient l'an dernier au moment de la planification. La suppression du taux plancher du franc suisse face à l'euro a considérablement affaibli la conjoncture dans notre pays. Le budget bernois s'en ressentira aussi à moyen terme, en particulier en matière de rentrées fiscales. Parallèlement, l'évolution démographique va peser particulièrement lourd sur les charges financières dans les domaines des personnes âgées et des soins de longue durée, ainsi que de la santé, qui sont considérables, et que le canton ne peut, pour certaines, que difficilement influencer. Les premiers signes de cette tendance ressortent d'ores et déjà des comptes 2015. Il faut également s'attendre à ce que la forte progression des charges de prestations complémentaires se poursuive dans les prochaines années. Les conséquences financières de ces mutations sont en cours d'analyse en vue de l'élaboration du budget 2017 et du plan intégré mission-financement 2018-2020.

Compte tenu de cette nouvelle donne financière et fiscale, le Conseil-exécutif estime qu'il est indispensable de mener le débat politique sur la portée financière des baisses d'impôt et le financement de la stratégie fiscale sur la base de chiffres actualisés et consolidés reflétant les perspectives financières. Ces chiffres seront disponibles en août prochain, lorsque le budget 2017 et le plan intégré mission-financement 2018-2020 seront rendus publics.

Vu les réflexions ci-dessus, et étant donné que la revendication formulée au chiffre 1 de la motion abonde dans le sens du Conseil-exécutif avec sa stratégie fiscale (= baisse des impôts des personnes morales), le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter le chiffre 1 de la présente motion sous forme de postulat. Il rappelle néanmoins que la politique financière et fiscale ne pourra être débattue en connaissance de cause que lors de la session de novembre prochain, quand le budget 2017 et le plan intégré mission-financement 2018-2020 auront été chiffrés.

Chiffre 2

Le chiffre 2 de la motion appelle à réduire la croissance des charges cantonales globales planifiée pour la période allant de 2015 (chiffres inscrits au budget) à 2019. Cette croissance est actuellement chiffrée à 520 millions de francs, soit + 5 pour cent sur toute la période. Cela représente une progression annuelle moyenne de 1,2 pour cent, que les motionnaires veulent réduire de moitié, pour la porter à 0,6 pour cent. Cette proposition se traduirait par des allègements budgétaires annuels entre 2016 et 2019 d'un montant de 65 millions de francs (cumulés).

La croissance des charges entre 2015 et 2019 (chiffres de la comptabilité financière) a deux principales origines : d'abord les mesures salariales en faveur du personnel cantonal et du corps enseignant (groupe de matières 30 [GM] ; nouvelle LES et LPers adoptées par le Grand Conseil) et ensuite l'évolution des « Dédommagements de collectivités publiques » (GM 35) et des « Subventions accordées » (GM 36). La progression de ces deux derniers postes de charges s'accompagnera certes d'une hausse des revenus provenant des « Remboursements de collectivités publiques » (GM 45) et des « Subventions acquises » (GM 46). La croissance des charges (469,9 mio CHF dans les GM 35 et 36) sera cependant supérieure à celles des revenus

(226,2 mio CHF dans les GM 45 et 46), ce qui, en net, donnera un excédent de charges de 243,7 millions de francs (GM 35/36 moins GM 45/46) sur la période allant de 2015 à 2019. Celui-ci est en particulier imputable aux domaines des personnes âgées et handicapées (89,4 mio CHF), des transports publics (67,5 mio CHF), des soins hospitaliers somatiques (60 mio CHF), de l'application des assurances sociales (33,7 mio CHF), de l'enseignement supérieur (21,6 mio CHF) et de l'aide sociale économique (22,8 mio CHF).

Une comparaison intercantonale montre cependant que la croissance des charges n'est pas plus élevée que la moyenne entre 2015 et 2019 dans le canton de Berne (chiffres de la planification). Elle est aussi, voire nettement plus forte dans les cantons qui ont pourtant également engagé des mesures d'allègements budgétaires très récemment, comme ceux d'Argovie (+5%) ou de Lucerne (+9,5%). Ailleurs en revanche, comme à Zoug (+2,2%) ou à Bâle-Campagne (+3,2%), les chiffres (selon planification) sont inférieurs à ceux du canton de Berne sur la même période.

Le Conseil-exécutif estime qu'il est impossible de diminuer de moitié la croissance des charges entre 2015 et 2019 comme le demandent les motionnaires sans réduire drastiquement les services publics actuels, surtout après les réductions de charges déjà opérées lors des précédents plans d'allègements budgétaires (comme l'EOS 2014). Et ce d'autant moins que l'évolution démographique pousse à la hausse les charges du GM 36 (ex : prestations complémentaires, santé, troisième âge et handicap), dont le canton n'a, la plupart du temps, pas la maîtrise ou au mieux seulement à long terme.

Par ailleurs, la politique générale appelle la remarque suivante : le financement d'allègements fiscaux est au cœur de conflits d'intérêts ; il est en concurrence avec le maintien d'une bonne offre de services publics en faveur de la population bernoise, un niveau d'endettement finançable à long terme, un volume d'investissements propice à l'évolution positive de l'économie bernoise et la compétitivité des conditions d'engagement du personnel cantonal et du corps enseignant.

Au final, il incombera aux forces politiques du canton de Berne de trouver le juste équilibre entre tous ces intérêts contradictoires et de prendre des décisions politiques adéquates sur cette base. Vu la détérioration des perspectives financières qui s'annonce, le Conseil-exécutif estime que cela reviendra, pour les responsables politiques, à décider s'ils sont prêts à financer des baisses d'impôt en réduisant les charges (ou leur croissance), comme le demandent les motionnaires. Cela se traduirait inmanquablement par une compression significative des prestations et des tâches publiques, ainsi que de personnel. Même des économies substantielles dans l'administration dite centrale, que la classe politique a réclamées de diverses parts par le passé, ne suffiront pas, loin s'en faut, pour financer durablement des baisses d'impôt. Comme dans le cadre de l'examen des offres et des structures 2014 (EOS 2014), il faudra donc aussi envisager des mesures qui toucheront directement et lourdement les citoyens et citoyennes, ainsi que les institutions chargées de missions publiques.

De l'avis du Conseil-exécutif, cette réflexion politique approfondie ne peut cependant pas être menée dès la session de juin prochain, c'est-à-dire lors de l'examen de la présente motion, mais seulement lors de la session de novembre, lorsque la situation budgétaire aura été actualisée (examen du budget 2017 et du plan intégré mission-financement 2018-2020). En conséquence, le Conseil-exécutif s'oppose pour l'instant à la demande des motionnaires portant sur la réduction de moitié de la croissance des charges inscrite à l'heure actuelle dans le plan intégré mission-financement 2016-2019.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2: rejet

Le président. Nun kommen wir zu den Geschäften der Finanzdirektion. Wir sind schneller vorwärtsgekommen als gedacht. Sobald die Regierungspräsidentin da ist, werden wir weiterfahren.

(La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée de Madame Simon.)

Le président. Ich danke der Regierungspräsidentin für ihre Flexibilität. Wir kommen zu Traktandum 26, dem Geschäftsbericht mit Jahresrechnung 2015 des Kantons Bern, und werden eine freie Debatte führen. Der Regierungsrat beantragt die Genehmigung. Ich übergebe das Wort zuerst an Grossrätin Stucki als Sprecherin der Finanzkommission. *(Jürg Iseli intervient pour préciser que cette*

affaire sera délibéré le 6 juin.) – Entschuldigen Sie, das war mein Fehler. Wir kommen zu Traktandum 28 mit der Geschäftsnummer 2015.RRGR.852. Danke für den Hinweis. Der Motionär hat das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Wir sind wirklich schneller als man denkt. Damit wollte ich meine Rede beginnen. Wir haben heute morgen alle von unserem neuen Grossratspräsidenten einen Aufkleber mit diesem Motto und mit einem rennenden Bären erhalten. Eigentlich ist dies auch das Motto unserer Motion. Wir wissen es: Der Kanton Bern ist in Sachen Steuern ein Schlusslicht. Was die natürlichen Personen betrifft, ist dies schon lange bekannt. Nun stehen wir auch bei den juristischen Personen zunehmend schlecht da. Die Steuern für eine Unternehmung, die 160 000 Franken Gewinn erzielt, belaufen sich im Kanton Bern auf rund 20 000 Franken pro Jahr. In Nidwalden sind es rund 8000 Franken. Der Handlungsbedarf ist somit grundsätzlich gegeben. Das Gute daran ist, dass wir langsam einen finanzpolitischen Spielraum erhalten. Leider ist dieser nicht gigantisch, aber der Aufgaben-/Finanzplan sieht relativ gut aus. Deshalb verlangen wir Motionäre, dass man in diesem Bereich etwas unternimmt. Wir wollen, dass man einen Teil dieses vorhandenen Spielraums nutzt, und verlangen explizit eine Steuersenkung für die juristischen Personen. Warum dies? Man könnte argumentieren, dass der Handlungsbedarf bei den natürlichen Personen noch grösser sei. Ich bin der letzte, der sich dagegen wehrt, die Steuern bei den natürlichen Personen möglichst bald zu senken. Doch ich muss Sie auf zwei Punkte hinweisen: Erstens, wenn wir den jetzt im Finanzplan vorhandenen Spielraum nutzten, um die Steuern für die natürlichen Personen zu senken, würden wir damit wenig bewirken. Es wäre lediglich ein Tropfen auf dem heissen Stein. Indem wir jedoch bei den juristischen Personen die Steuern senken, erreichen wir mehr. Wir können in recht kurzer Zeit eine substantielle Verbesserung erreichen.

Zweitens: Von einer Steuersenkung bei den juristischen Personen erhoffe ich mir einen «Crowding In-Effekt». Das ist das Gegenteil dessen, was geschieht, wenn man die Steuern erhöht. Es bedeutet, dass die Wirtschaft wieder etwas schlagkräftiger wird und mehr Ressourcen zur Verfügung hat. Vielleicht wird sie auch wachsen, und die eine oder andere Unternehmung wird zusätzlich in den Kanton Bern ziehen. Unter dem Strich werden die Steuereinnahmen vielleicht sogar steigen. (*Le président agite ssa cloche.*) Mir ist bewusst, dass es viele Argumente dafür gibt, zu sagen, dies sei zwar ein gutes Anliegen, aber leider sei der Zeitpunkt dafür ungünstig. Schliesslich sei eine Steuerstrategie in Vorbereitung, und die Unternehmenssteuerreform (USR) III stünde auf Bundesebene bevor. Zu dieser wird übrigens der Mitmotionär Lars Guggisberg noch etwas sagen. Man findet immer Gründe dafür, etwas, das eigentlich eine gute Sache ist, nicht zu tun. In diesem Sinne bitte ich Sie, diesem Anliegen stattzugeben. Noch etwas zum Jahr 2017: Diese Motion wurde im September 2015 eingereicht. Es dauerte relativ lange, bis sie behandelt wurde. Vielleicht erscheint Ihnen der Termin nun etwas knapp. Trotzdem möchten wir daran festhalten und belasse den Vorstoss vorderhand als Motion. Denken Sie an das Motto: «Schneller als man denkt!»

Le président. Als nächstes wird sich Lars Guggisberg als Mitmotionär äussern.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich möchte nicht alles wiederholen, was Samuel Krähenbühl gesagt hat. Doch ich möchte betonen, dass es uns nicht nur darum geht, die Steuern der juristischen Personen zu senken. Punkt 1 unserer Motion schliesst auch nicht aus, dass man die Steuern der natürlichen Personen senkt. Der Handlungsbedarf ist sowohl bei den juristischen wie bei den natürlichen Personen gegeben. Bei den juristischen Personen ist er allerdings grösser. Es geht nicht nur darum, steuerliche Anreize zu schaffen, damit die Unternehmen im Kanton Bern bleiben. Es geht auch um die Ansiedlung zusätzlicher Unternehmen. Im Übrigen ist die Finanzierbarkeit tieferer Steuern bei den juristischen Personen einfacher zu realisieren. Es ist klar, dass sich die Rahmenbedingungen geändert haben, seitdem wir diese Motion im September 2015 einreichten. Es ist auch möglich, dass die Überschüsse wieder sinken werden. Schliesslich befinden wir uns in einem dynamischen System. Das ist nichts Neues. Dies entbindet die Regierung jedoch nicht davon, aktiv zu werden. Die Regierung sagt selber im Zusammenhang mit der Steuerstrategie, dass man in diesem Bereich aktiv werden will. Das Problem wird durch die Entwicklungen im Zusammenhang mit der USR III auch noch akzentuiert.

Es geht um die Frage, was die anderen Kantone jetzt zu tun beabsichtigen. Ich möchte Ihnen diese Zahlen nicht vorenthalten. Es gibt in diesem Land tatsächlich Kantone, die noch höhere Steuern einfordern als der Kanton Bern. Dies ist zwar selten, aber es kommt vor. Genau diese Kantone

stehen nun kurz davor, den Kanton Bern zu überholen. Dazu gehören zum Beispiel die Kantone Basel-Stadt, Genf, Waadt und Tessin. Diese planen, die Gewinnsteuersätze für Unternehmen deutlich unter den Wert zu senken, welchen der Kanton Bern gemäss Steuerstrategie anstrebt. Es gibt auch Kantone, die sich in einem ähnlichen Rahmen bewegen wie der Kanton Bern und die dessen Wert ebenfalls unterschreiten wollen. Dabei handelt es sich um die Kantone Basel-Landschaft und Freiburg. Es ist somit dringend nötig, dass wir etwas tun. Deshalb bitte ich Sie, Punkt 1 unseres Vorstosses als Motion anzunehmen.

Le président. Wie Sie vorgängig per Mail informiert wurden, wurde Punkt 2 zurückgezogen. Wir kommen zu den Fraktionen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Es gibt wohl selten in der Politik ein Tummelfeld, auf dem man sich dermassen austoben und mit Mutmassungen und Prognosen argumentieren kann, wie dies bei der Steuerpolitik der Fall ist. Das wissen alle, die in diesem Parlament sitzen. Die Steuerpolitik ist ein recht komplexes Thema und bedarf einer umfassenden Betrachtung. Die BDP hat sich immer auf den Standpunkt gestellt, dass die Vorgehensweise, den Steuersatz für eine einzelne Gruppierung anzupassen, nicht unbedingt für eine zielführende, sinnvolle Steuerpolitik steht. Dieser Vorstoss will jedoch eine einzige Interessengruppe im Hinblick auf die Diskussion über eine Steuerstrategie für den Kanton Bern bevorzugen. Dies erachten wir nicht als sinnvoll. Der Regierungsrat hat eine Steuerstrategie angekündigt. Für die Diskussion über diese Steuerstrategie will sich die BDP eine möglichst grosse Handlungsfreiheit erhalten. Wir sehen jedoch, dass man hinsichtlich der juristischen Personen etwas tun muss. Allerdings sind wir nicht bereit, schon jetzt unser Einverständnis zu substantiellen Steuersenkungen zu geben, ohne dass wir überhaupt wissen, wie diese Steuerstrategie auch in den anderen Bereichen, insbesondere bei den natürlichen Personen, aussehen wird. Aus diesem Grund lehnen wir Punkt 1 als Motion ab. Es gibt ein paar wenige Fraktionsmitglieder, die diesen Punkt als Postulat unterstützen würden in dem Sinne, dass man eine Steuersenkung bei den juristischen Personen im Rahmen der Steuerstrategie prüfen soll. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, erlauben Sie mir noch folgenden Hinweis: In den Jahren unter einer links-grünen Regierung gab es zahlreiche Steuervorstösse, über die wir jeweils kontrovers diskutiert haben. Wir haben im Januar 2016 einen Vorstoss knapp überwiesen, der bereits Leitlinien für die Steuerstrategie vorgibt. Nun werden wir eine bürgerliche Regierung haben. Wir vertrauen dieser bürgerlichen Regierung, dass sie im Sinne des Gewerbes, der Wirtschaft und der steuerpflichtigen natürlichen Personen die nötigen Vorschläge unterbreitet, damit der Kanton Bern auch in Zukunft im Steuerwettbewerb mithalten und sich sogar verbessern kann. Aus diesem Grund denken wir, dass dieser Vorstoss in der heutigen Situation nicht unbedingt sinnvoll ist. Wir sind ein wenig enttäuscht, dass Punkt 1 nicht auch zurückgezogen wurde. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss als Motion abzulehnen, damit die Handlungsfreiheit für die Steuerdiskussion, die im kommenden Herbst stattfinden wird, gewahrt bleibt.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich bin froh um das Votum meines Vorredners, der die Sache gut auf den Punkt gebracht hat. An die Adresse des Motionärs Samuel Krähenbühl möchte ich folgendes sagen: Wer mit einer derart rosaroten Brille durch die finanzpolitische Welt läuft, muss nicht sagen, er sei schnell unterwegs. Er sollte sich stattdessen lieber eine etwas präzisere Brille kaufen, die nicht alles rosarot hinterlegt. Warum sage ich das? Diese Motion will etwas, das aus finanzpolitischer Sicht eigentlich unverantwortlich ist. Sie fordert, «[...] die zu erwartenden Überschüsse [...] » für Steuersenkungen bei den juristischen Personen zu verwenden. Auf Seite 3 der regierungsrätlichen Antwort steht deutlich, dass sich die finanzpolitischen Perspektiven gegenüber dem Planungsstand vom letzten Jahr deutlich verschlechtert haben. Wer also meint, man könne die Zahlen, die damals im Aufgaben-/Finanzplan standen, immer noch für bare Münze nehmen, macht keine seriöse Finanzpolitik, lieber Kollega Krähenbühl. Man soll das Fell des Bären nicht verkaufen, bevor man den Bären erlegt hat.

Damit komme ich zurück zum Votum des BDP-Sprechers, der sehr deutlich gesagt hat, was auch für die grüne Fraktion zentral ist: Wir müssen eine Auslegeordnung vornehmen, wenn wir die Steuerstrategie vor uns haben, egal ob diese Steuerstrategie nun von der alten oder von der neuen Regierung erarbeitet wurde. Erst wenn diese vorliegt, können wir über solche Fragen diskutieren. Doch es ist unverantwortlich und fahrlässig, schon jetzt massgebliche Steuersenkungen für die juristischen Personen zu beschliessen. Die grüne Fraktion wird dies nicht gutheissen und den Vorstoss auch nicht als Postulat unterstützen.

Nun noch drei Argumente inhaltlicher Art: Es wird immer von der USR III gesprochen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, gestern hat das Bundesparlament dazu getagt, aber die Diskussion ist noch nicht abgeschlossen. Wir können erwarten, dass das Referendum dagegen ergriffen wird. Es wird somit noch nicht heute oder morgen über diese Frage entschieden. Zweitens zum Argument, es würden neue Unternehmen in den Kanton Bern ziehen, wenn wir die Steuern senkten: Schauen Sie sich einmal den Kanton Luzern an. Es kamen nicht auf einmal neue Unternehmen, sondern der Kanton konnte seine Aufgaben nicht mehr finanzieren. Somit wären wir beim dritten Punkt: Dieser Vorstoss würde im Kanton Bern ein neues Sparprogramm nötig machen. Wollen Sie denn bei der Fachhochschule sparen? Die Fachhochschule brauchen wir. Die Wirtschaft braucht die Fachkräfte. Oder wollen Sie bei der Primarschule sparen? Die brauchen wir auch, damit wir in Zukunft Arbeitskräfte haben werden, die gut ausgebildet sind. Wir wollen nach dem letzten, harten Sparpaket im Zusammenhang mit der ASP keine verantwortungslose Steuerpolitik betreiben. Das lehnen die Grünen ab. Ich hoffe, dass diese Ablehnung eine Mehrheit findet und bin froh um das Votum der BDP zu dieser Angelegenheit.

Hans Kipfer, Thoun (PEV). Wir haben es gehört: Die vorliegende Motion wurde im September 2015 eingereicht, also vor dem Budgetprozess 2016 und vor der Vernehmlassungseröffnung zur Steuerstrategie. In den seither vergangenen neun Monaten wurden diverse finanzpolitische Entscheide getroffen. So haben wir etwa eine Sachaufwandskürzung vorgenommen. Wir haben die Verwendung der Nationalbankgewinne beschlossen und uns alle bereits in der Vernehmlassung zur Steuerstrategie äussern können. Der Grosse Rat hat eine generelle Senkung der Steueranlage per 2018 vorgesehen. Nicht zuletzt werden wir im Verlauf dieser Session noch über den Jahresabschluss 2015 diskutieren, der ja positiv ausfiel. Aus Sicht der EVP bleibt somit nicht mehr allzu viel von diesem Vorstoss übrig. Deshalb wurde sicher auch die Ziffer 2 zurückgezogen. Ziffer 1 verlangt einzig und alleine, dass allfällige planerische Überschüsse für eine Steuersenkung bei den juristischen Personen einzusetzen seien. Erste Prognosen für die Budgets der folgenden Jahre liegen bereits vor. Ob Überschüsse entstehen werden, ist sehr offen. Im Moment ist dies wohl eher eine Hoffnung als eine Erwartung. Wenn Überschüsse denn vorliegen sollten, dann lägen diese in einem Bereich, der weit vom Potenzial für substantielle Steuersenkungen entfernt liegt. Die EVP ist bereit, Überschüsse, die nicht durch Sparmassnahmen bei den Schwächsten des Kantons entstehen, für Steuersenkungen einzusetzen. Dazu sind wir bereit, weil dank unserem Vorstoss die Hälfte der Nationalbankgelder weiterhin für den Schuldenabbau verwendet werden kann. Es bleibt aber die Frage, ob das Zielpublikum, die juristischen Personen, das Richtige ist. Diese Frage kann im Rahmen der Debatte über die Steuerstrategie beantwortet werden.

Die EVP findet es richtig, vor allem für die Vielzahl an kleinen und mittleren Unternehmen im Kanton Bern steuerpolitische Massnahmen zu ergreifen, und nicht mit der Giesskanne auch den gewinnstarken Unternehmen unbezahlbare Geschenke zu machen. Wenn der Fokus nun auf juristische Personen gerichtet werden sollte, dann hätte die Ratsmehrheit vor kurzem einen fatalen Fehlentscheid getroffen: Sie wollte die Überschüsse aus der Jahresrechnung 2018 für Steueranlagensenkungen, die vor allem natürlichen Personen zugute kommen, verwenden. Auch dies ist eine Giesskanne, die mehrheitlich die Falschen berieselt. Zum Fazit der EVP-Fraktion: Wenn Überschüsse in der Planung entstehen, so sind wir bereit, diese für Steuersenkungen, vorwiegend bei juristischen Personen, einzusetzen. Aber dies soll richtig und sorgfältig geplant werden und vor allem den KMU zugute kommen. Deshalb würden wir den Vorstoss mehrheitlich als Postulat unterstützen.

Ursula Marti, Berne (PS). Nun liegt schon wieder eine Steuersenkungsmotion vor uns. Mir scheint, dass die SVP und die FDP kaum mehr ein anderes Thema kennen als Steuersenkungen und Leistungsabbau. Offensichtlich wollen Sie sich gegenseitig mit Steuersenkungen überbieten und die Bevölkerung mit einem ständigen Leistungsabbau plagen. Für den Kanton Bern, und speziell für jene Regionen, die ohnehin schon wirtschaftlich schwach sind, ist dies besonders schädlich. Je schwächer der Kanton wird, desto weniger wird es möglich sein, die staatlichen Dienstleistungen flächendeckend anzubieten. Ein Abbau bei der Bildung und der sozialen Sicherheit sowie bei der Infrastruktur wären die Folgen. Dafür müssen Sie als Steuersenker und Leistungsabbauer die Verantwortung übernehmen und vor Ihre Wählerschaft hinstehen. Wir wehren uns klar gegen ein solches Vorgehen.

Die Motionäre schreiben in ihrer Begründung, es gebe eine Morgenröte am finanzpolitischen Himmel. Die Finanzdirektorin sagt etwas anderes. Durch den starken Franken und die

Masseneinwanderungsinitiative, die ja auf die Partei der Motionäre zurückgeht, sind die wirtschaftlichen Aussichten alles andere als rosig. Gerade im Altersbereich werden wir durch die demografische Entwicklung in den nächsten Jahren Mehrausgaben haben. Steuersenkungen sind somit eindeutig nicht angesagt, weil wir sie uns nicht leisten können. Wenn die Fraktionsmitglieder der SVP und der FDP im Rahmen der USR III über Steuersenkungen für Unternehmen diskutieren wollen, dann müssen sie auch dafür sorgen, dass diese gegenfinanziert werden. Die Regierung hat bereits Vorschläge dazu unterbreitet, wie etwa die Neubewertung der Grundstücke. Dazu wären wir bereit gewesen, doch Sie wollten davon nichts wissen. Liebe Mitglieder der bürgerlichen Fraktionen, der Ball liegt auch bei Ihnen. Bieten Sie Hand zu einer Gegenfinanzierung, und sprechen Sie ein ernstes Wort mit Ihren Kolleginnen und Kollegen aus dem Nationalrat. Mit ihren masslosen Steuergeschenken an Grossunternehmen und Aktionäre schaden diese auch den Kantonen massiv. Die SP wird dazu gezwungen sein, das Referendum zu ergreifen. Bereits in der Märzsession ist ein Steuersenkungsvorstoss behandelt worden. Wir haben schon damals klar gesagt, dass die Steuerstrategie zuerst fertig erarbeitet und diskutiert sein muss, bevor irgendein Steuerentscheid gefällt wird. Ich bin froh, dass einige Fraktionen dies auch so sehen, und ich hoffe, dass möglichst viele Grossrätinnen und Grossräte sich unserer Fraktion anschliessen und diese Motion ablehnen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Man muss diese Motion in einem Gesamtzusammenhang sehen. Als erstes haben wir auf Bundesebene die USR III, die zwingend notwendig ist, um international tätige Unternehmen, die vor allem auf Bundesebene Steuern zahlen, in der Schweiz halten zu können. Falls diese Unternehmen weggingen, stünden uns massive Steuerausfälle bevor. Wir müssen hier somit unbedingt handeln. Das haben auch National- und Ständerat erkannt. Es geht nun noch um ein paar Feinschliffe und um die Differenzbereinigung. Es ist ganz klar, dass die Kantone gehalten sind, bei den Gewinnsteuern mitzuziehen. Zumindest auf Bundesebene ist dies auch den SP-Parlamentariern klar. Verschiedene Kantone haben bereits reagiert und ihre Hausaufgaben gemacht. Kürzlich war in der Neuen Zürcher Zeitung eine Aufstellung zu sehen, die von einer durchschnittlichen Besteuerung von 12 bis 15 Prozent ausgeht. Heute liegt die Gewinnsteuer im Kanton Bern jedoch bei 21 Prozent. Somit ist klar, dass wir eine substanzielle Senkung der Gewinnsteuern brauchen. Dies ist vor allem deshalb der Fall, weil wir sonst im interkantonalen Steuerwettbewerb um die Unternehmensbesteuerung total ins Hintertreffen gerieten. Das würde für uns einen signifikanten Standortnachteil bedeuten. Insofern geht diese Motion in die richtige Richtung.

Es geht hier nicht um eine Einzelbetrachtung, wie Samuel Leuenberger gesagt hat, sondern es geht darum, die heutige Situation richtig einzuschätzen. Es geht auch nicht darum, möglichst viele neue Unternehmen anzuziehen, Natalie Imboden, sondern darum, ob wir uns einen massiven Standortnachteil einhandeln wollen oder nicht. Dieser hätte zur Folge, dass Unternehmen den Kanton Bern verlassen könnten. Wir können nicht so tun, als bestünde kein Handlungsbedarf. Dies hat der Regierungsrat in der ersten Vorlage der Steuerstrategie auch selber aufgezeigt: Das Schwergewicht soll bei der Unternehmensbesteuerung liegen. Dass wir hier substanzielle Senkungen vornehmen müssen, ist klar. Deshalb verstehe ich nicht, warum man den ersten Punkt der Motion nicht annehmen will. Wir werden nicht darum herumkommen, die Unternehmenssteuern zu senken. Sie werden es sehen. Sie können noch so viele Steuerstrategien verfassen, wie Sie wollen, der Kanton Bern wird gesamtschweizerisch betrachtet unter Druck kommen. Wer dies nicht sieht, ist schlichtweg blind.

Vielleicht noch eine Antwort an Hans Kipfer: Ich erinnere daran, dass im Rahmen des nächsten Finanzplans nur eine Senkung im Umfang von 0,5 Anlagezehnteln verlangt wird. Dies betrifft die juristischen Personen auch ein wenig. Es geht nicht nur um die natürlichen Personen. Vielleicht ist es auch gut, ein Zeichen für die Bürgerinnen und Bürger zu setzen und ihnen zu zeigen, dass der Kanton Bern auch bei den natürlichen Personen einen Schritt weg von der Steuerhölle machen will. Die FDP ist klar für diese Motion. Falls die Motionäre ihren Vorstoss in ein Postulat wandeln, um diese Diskussion später zu führen, stimmen wir diesem auch zu.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Zuerst eine persönliche Bemerkung an den Motionär, die allenfalls auch andere angeht, die versucht sind, gewisse Phrasen immer wieder aufzugreifen: Wenn ich ein Motto zu häufig höre, geht es mir schneller als man denkt auf den Wecker. Weiter gibt es ein Motto, welches die glp nicht teilt. Es lautet: «Was kümmert mich mein Geschwätz von gestern?» Wir versuchen immer zu überlegen, was wir früher gesagt haben, und wo wir heute

stehen, und inwiefern beides übereinstimmt. Wir haben bereits während der letzten Session eine Motion überwiesen, die Steuersenkungen verlangte, aber erst ab 2018. Wenn wir die Steuerstrategie kennen und wissen werden, was unsere lieben Kolleginnen und Kollegen im «Mammut-Grossrat» zum Thema USR III beschlossen haben, dann können wir auch sehen, was für uns drin liegt. Deshalb bitten wir die Motionäre, ihren Vorstoss zu wandeln. Es handelt sich um eine «Schattenbox-Motion». Mit einem Postulat könnte man allenfalls ein Zeichen setzen. Ein Postulat würden wir unterstützen, allenfalls mit ein paar Enthaltungen. Einer Motion würden jedoch höchstens zwei unserer Fraktionsmitglieder zustimmen.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Es wird Sie nicht erstaunen, dass die SVP-Fraktion diese Motion einstimmig unterstützt. Die Antwort der Regierung, die eine Annahme als Postulat vorschlägt, zeigt auch, dass die Motionäre offene Türen einrennen. Diese Motion entspricht in ihrer allgemeinen Stossrichtung dem Willen der SVP. Die SVP ist gespannt auf die neue Version der Steuerstrategie und hofft, dass diese mehrheitsfähiger sein wird, als ihre Vorgängerin. Die SVP würde selbstverständlich auch ein Postulat einstimmig unterstützen.

Le président. Es haben sich keine Einzelsprechenden angemeldet. Somit hat die Regierungspräsidentin das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Wie Sie sehen konnten, wurde dieser Vorstoss bereits im vergangenen September eingereicht. Dies merkt man ihm auch ein wenig an. Warum sage ich dies? Der Grund hat nichts mit dem Wahlkampf zu tun, der damals gerade stattfand. Er hat eher mit dem Motionstext selber zu tun: Die Motionäre schreiben von einer «leichten Morgenröte am finanzpolitischen Himmel». Es wird auch auf den Voranschlag 2016 und den Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 hingewiesen. Dabei ist von Überschüssen in dreistelliger Millionenhöhe die Rede. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, seit letztem Herbst ist viel Wasser die Aare hinuntergefloßen. Die finanzpolitische Ausgangslage ist nicht mehr dieselbe. Ich habe schon im März, als ich die Rechnung 2015 präsentierte, darauf hingewiesen, dass sich die finanzpolitischen Perspektiven geändert haben. Dabei habe ich auch von einer leichten Eintrübung gesprochen. Dies hat sich leider im Planungsprozess für das Budget 2017 und den Aufgaben-/Finanzplan der folgenden Jahre bestätigt. Es gibt verschiedene Dinge, die dabei ins Gewicht fallen. Besonders erwähnen möchte ich die Aktualisierung der Steuerertragsprognosen, den Entscheid betreffend die Erhöhung der Mittel für die Prämienverbilligungen sowie den Grossratsentscheid, dass wir nur noch die Hälfte des Nationalbankgeldes budgetieren dürfen. Auch der steigende Aufwand im Migrationsbereich sorgt für eine massive Verschlechterung des Zahlenwerks.

Im Moment sind wir dabei, den nächsten Voranschlag zu erarbeiten. Im August werde ich Ihnen Zahlen präsentieren können. Über diese werden Sie dann im November diskutieren. Ich habe es schon anlässlich der letzten Session gesagt, als wir die Finanzmotion von Grossrat Haas diskutierten: Eine Debatte zur Finanz- und Steuerpolitik ist ohne Kenntnis der Ausgangslage für die kommenden Jahre nicht zielführend. Sie hätte auch definitiv nichts mit verantwortungsvoller Finanzpolitik zu tun. Wir werden Ihnen wie angekündigt auch die Steuerstrategie präsentieren. Diese kann man dann zusammen mit dem Voranschlag 2017 und dem Aufgaben-/Finanzplan 2018–2020 in diesem Ratssaal diskutieren. Wenn man diese Debatte führt, ist es wichtig, dass man weiss, wovon man spricht. Alles andere ist reines Schattenboxen.

Ich habe festgestellt, dass Punkt 2 der Motion zurückgezogen wurde. Über diesen müssen wir nicht mehr diskutieren. Wir beantragen, die Ziffer 1 als Postulat anzunehmen. Diese Lösung scheint mir in Anbetracht der vergangenen Debatte mehrheitsfähig zu sein. Sie erscheint mir durchaus sinnvoll, weshalb ich die Motionäre bitte, den Vorstoss umzuwandeln. Dann können wir das Anliegen auch in unsere Überlegungen, über die wir dann im November diskutieren werden, einbeziehen. Dies wäre ein sinnvolles Vorgehen. So soll man Finanzpolitik betreiben. Vielen Dank, wenn Sie mithelfen, diesen Vorstoss als Postulat zu überweisen.

Le président. Nun hat der Motionär nochmals das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Den charmanten Avancen unserer Finanzdirektorin kann ich nicht widerstehen (*hilarité*). Deshalb nehme ich es gleich vorweg: Wir wandeln den Vorstoss in ein Postulat. Natürlich mit einem weinenden Auge, aber dies ist immer noch besser, als wenn wir uns selber ins Knie schiessen würden. Doch nun möchte ich noch ein paar Dinge sagen.

Zuerst an Kollega Leuenberger: Ich bin absolut dafür, für natürliche wie für juristische Personen Steuersenkungen vorzunehmen. Aber dazu müssten wir zusätzlichen Spielraum schaffen. Dies wäre der zweite Punkt unseres Vorstosses gewesen. Hier appelliere ich an die bürgerliche Zusammenarbeit: Wir müssen auch ausgabenseitig mehr tun. Dann zu Natalie Imboden: Als Steuerzahler im Kanton Bern braucht man eine rosarote Brille. Sonst würde man das Leben nicht ertragen, zumindest nicht, wenn man ein ordentliches Einkommen erzielt. Dann eine Anmerkung an Kollegin Marti betreffend das Stichwort «überbieten mit Steuersenkungen»: Ich habe mich gefragt, von welchen Steuersenkungen wohl die Rede ist. Ich habe die Motorfahrzeugsteuer in Erinnerung, aber viel mehr war da nicht. Dann möchte ich noch auf etwas hinweisen: Mit dem ersten Punkt fordern wir keine Steuersenkung. Wir fordern lediglich eine Ausnützung des finanzpolitischen Spielraums, der zugegebenermassen wohl etwas kleiner geworden ist. Der Finanzplan für die nächsten fünf Jahre sieht ein Ausgabenwachstum von 514 Mio. Franken vor. Das sind rund 100 Mio. Franken pro Jahr. Es ist mir angesichts dieser Zahl ein Rätsel, warum Sie andauernd vom Sparen sprechen. Noch zu Kollega Zaugg: Ich werde diesen Aufkleber sofort entfernen, denn die Stimmung im Rat beweist, dass wir doch nicht schneller sind, als man denkt. In diesem Sinne bitte ich Sie, dem Postulat zuzustimmen.

Le président. Wir stimmen somit über Ziffer 1 als Postulat ab. Wer dieses Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption du chiffre 1 sous forme de postulat

Oui	95
Non	42
Abstentions	10

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Postulat angenommen.